



## La revue des livres de la Chronique

### Les bidonvilles et les habitations en Afrique

#### Le défi des bidonvilles : rapport mondial sur les établissements humains 2003

Publié par Earthscan Publications Ltd., pour et au nom du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Par Rasna Warah

Envoyer Par Email

 Imprimer

[Page d'accueil](#) | [Dans ce numéro](#) | [Archives](#) | [Anglais](#) | [Contactez-nous](#) | [Abonnez-vous](#) | [Liens](#)

L'article



Si vous pensez qu'en Afrique les problèmes sont principalement ruraux, revoyez votre jugement. Selon la publication d'ONU-Habitat, publiée à l'occasion de la Journée mondiale de l'habitat (6 octobre), l'Afrique sub-saharienne compte la plus grande proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (71,9 %); soit 166 millions de personnes sur une population totale de 231 millions. La région est la deuxième population des bidonvilles après l'Asie du Sud-Est, qui en compte 262 millions, ce qui représente 58 % de la population urbaine totale. Selon ONU-Habitat, 924 millions de personnes dans le monde, soit 31,6 % de la population urbaine totale, vivaient dans des bidonvilles en 2001. D'après les projections, ce chiffre devrait doubler et s'élever à près de 2 milliards au cours des trente prochaines années, à moins que des mesures importantes soient prises.

Qu'est-ce, exactement, qu'un bidonville ? L'ONU-Habitat décrit la population des bidonvilles comme « un groupe de personnes vivant sous le même toit, ne bénéficiant pas de l'une des conditions suivantes : l'accès à l'eau potable, l'accès à l'assainissement, la sécurité de l'occupation, un logement durable et une surface habitable suffisante ».

Le rapport ONU-Habitat, Le défi des bidonvilles : rapport mondial sur les établissements humains 2003, montre que la vie dans les bidonvilles impose des conditions de vie intolérables quand il faut partager les toilettes avec des centaines de personnes, vivre dans des quartiers surpeuplés et dangereux et faire constamment face à la menace d'expulsion. D'autre part, ces personnes risquent d'être victimes de maladies d'origine hydrique, telles que le choléra et la typhoïde, ainsi que de maladies opportunistes associées au VIH/sida. La vie dans les bidonvilles crée donc un énorme fardeau social et psychologique sur les résidents, ce qui engendre souvent l'éclatement des familles et l'exclusion sociale. Bien que l'on pense communément que les bidonvilles sont un terreau de la délinquance, le rapport montre que les habitants des taudis sont plus souvent victimes qu'auteurs d'infractions.

Alors que les bidonvilles dans les villes ne sont pas un objectif politique, le rapport montre qu'ils peuvent présenter des avantages inattendus. Par exemple, ils sont souvent le premier point d'arrêt des migrants ruraux; ils offrent des habitations à bas prix qui permettent aux nouveaux migrants d'économiser suffisamment d'argent pour s'intégrer totalement dans la société urbaine. Ils sont aussi l'une des forces motrices de la vie urbaine.

La majorité des habitants des bidonvilles gagnent leur vie en ayant recours à des activités informelles mais essentielles, et fournissent ainsi des services que le secteur privé ne pourrait pas offrir aussi facilement. Sans leur travail, de nombreuses villes et industries seraient simplement au point mort. Comme l'attestent l'art et la musique à Nairobi, les bidonvilles sont également des lieux de rencontre où le mélange des diverses cultures produit de nouvelles formes d'expression artistique. Ces environnements insalubres et surpeuplés peuvent donner naissance à de nouveaux mouvements culturels et renforcer la solidarité entre les classes moyennes et supérieures.

Cependant, comme le fait remarquer Anna Tibaijuka, directrice exécutive d'ONU-Habitat, ces quelques éléments positifs ne justifient en aucune façon l'existence des bidonvilles et ne devrait pas justifier la lenteur des efforts fournis pour assurer à tous un logement adéquat. Elle admet qu'un grand nombre de réponses passées ont été fondées sur la supposition erronée que l'amélioration des habitations et des services associés, par l'amélioration et l'éradication des bidonvilles, résoudraient à elles seules le problème. Ces solutions n'ont pas tenu compte des causes fondamentales de cette situation, dont l'une principale est la pauvreté. Le rapport souligne également qu'il est essentiel d'examiner la question des moyens d'existence des habitants des bidonvilles et des pauvres en général et d'aller au-delà des approches traditionnelles qui ont tendance à se concentrer sur l'amélioration des habitations, de l'infrastructure et des conditions de l'environnement physique. Cela signifie donc soutenir le développement des activités informelles urbaines, liant la construction des logements sociaux à la génération de revenus et assurant un accès facile aux emplois en mettant des moyens de transport à la disposition des pauvres et des politiques pour le site des établissements des groupes à faible revenu.

Alors que la nécessité d'aborder la question des bidonvilles est de plus en plus reconnue, comme cela est indiqué dans la Déclaration du millénaire pour le développement, où les États se sont engagés à améliorer de manière significative la vie d'au moins 100 millions d'habitants des taudis d'ici à 2020, le rapport note qu'il existe parmi les gouvernements une apathie générale et un manque de volonté politique pour mettre en œuvre les politiques visant à améliorer les conditions de vie dans les bidonvilles. Il est clair que le développement des bidonvilles est étroitement lié aux cycles de l'économie, aux tendances de la répartition du revenu national et, plus récemment, aux politiques nationales du développement économique.

Mais l'échec des politiques à tous les niveaux - international, national et local - a diminué la capacité des gouvernements nationaux à améliorer les logements et les conditions de vie des groupes à faible revenu.

L'expérience de plusieurs pays souligne l'importance et le rôle fondamental d'une volonté politique soutenue et de l'engagement des États. Par exemple, des pays d'Amérique latine ont mis en œuvre des programmes de sécurité de l'occupation des terres, qui ont considérablement réduit le nombre de squatters. Les programmes nationaux de construction de logements en Afrique ne sont peut-être pas parfaits mais ils ont permis de réduire le nombre d'établissements informels dans les villes africaines.

Selon le rapport, l'amélioration des bidonvilles in situ serait une solution plus efficace que le rélogement. Ce message semble, cependant, aller à l'encontre des actions menées sur le terrain par ONU-Habitat, illustrant une divergence entre les recommandations et la mise en œuvre. Une initiative commune ONU-Habitat/Kenya propose de reloger les habitants du bidonville de Soweto, à Nairobi, sur les rives du fleuve Athi situé en dehors de la ville.

Lors d'une réunion des parties concernées organisée par Kituo cha Sheria à Nairobi le mois dernier, les habitants du bidonville ont fait leurs propres recommandations concernant la proposition du projet et la politique de logement au Kenya en général. Dans un document de 18 points, les habitants du bidonville, y compris les leaders de Muungano wa Wanavijiji (Fédération des habitants de bidonvilles), ont appelé entre autres ONU-Habitat et le gouvernement kényan à ne pas déplacer ou reloger les résidents des bidonvilles à moins que cela ne soit absolument nécessaire et de les inclure, ainsi que leurs communautés, à tous les stades de la mise en œuvre. Ils ont également demandé au gouvernement d'investir davantage dans la construction de logements publics afin qu'il y ait suffisamment de logements à des prix abordables. Il est intéressant de noter que les habitants des bidonvilles n'ont pas tant mis l'accent sur la propriété que sur la nécessité de mettre en place un programme de contrôle des loyers pour éviter que des propriétaires sans scrupules surexploitent les pauvres. Ils ont également remis en question

leur relocalisation à la périphérie de la ville, arguant du fait qu'il serait plus judicieux d'ouvrir un espace public dans la ville pour les personnes à faible revenu, ce qui permettrait de décongestionner les zones de bidonvilles existantes. Actuellement, 60 % de la population de Nairobi vivent dans des établissements informels (bidonvilles), occupant seulement 5 % des terrains résidentiels dans la ville.

Ces recommandations vont dans le sens des travaux de recherche menés par Kituo cha Sheria et d'autres organisations de la société civile : alors que la plupart des gouvernements mettent l'accent sur la propriété foncière, la majorité des ménages à faible revenu vivant dans les villes n'ont, en fait, d'autre recours que celui de la location. La recherche indique également que même si les pauvres urbains ont un meilleur accès à un logement adéquat, la plupart n'ont pas les moyens de l'acheter. Il faudrait donc développer le recouvrement des coûts indirects et d'autres programmes de subventions.



*Rasna Warah est une journaliste qui vit à Nairobi, au Kenya. Jusqu'à récemment, elle était rédactrice en chef d'Habitat Debate.*

[Page d'accueil](#) | [Dans ce numéro](#) | [Archives](#) | [Anglais](#) | [Contactez-nous](#) | [Abonnez-vous](#) | [Liens](#)

Copyright © Nations Unies

[Retour](#) [Haut](#)